



InterSyndicale Nationale des Internes

# Assemblée Générale Ordinaire 8 au 11 mai 2025 à Strasbourg : procès verbal

---

*InterSyndicale Nationale des Internes*

12 rue Cabanis - 75014 Paris

Téléphone : 06 50 67 39 32 (Présidence) | 06 16 05 76 02 (Délégué général)

Site : <https://isni.fr/> | Adresse mail commune : [contact@isni.fr](mailto:contact@isni.fr)

Réseaux sociaux : Facebook | Twitter | Instagram | LinkedIn | Youtube

# Rapport d'Activité du Bureau National

## Présentation : violences au travail, dispositif de signalement aux HUS

Par le Docteur Antoine PONS, anesthésiste-réanimateur à Strasbourg.

## Choix de stages

Depuis la réforme du second cycle mettant fin aux Épreuves Classantes Nationales, les nouveaux internes ne sont plus classés dans une liste unique mais dans plusieurs groupes de classements différents. Ceci pose le problème de la répartition des postes ouverts dans une même spécialité parmi les internes de différents DES classés dans des listes différentes et souhaitant un stage dans cette spécialité (notamment la réanimation).

L'attribution était précédemment réalisée selon l'ordre croissant de classement des internes. Les subdivisions ont mis en place des stratégies d'attribution différentes :

- Dijon : les postes sont ouverts selon une logique de priorisation de la nécessité de validation de maquette.
- Marseille : des quotas sont établis par spécialité pour déterminer le pourcentage de postes ouverts dans cette spécialité aux internes des différents DES.
- Strasbourg : les internes référents de chaque spécialité récupèrent les vœux des internes de leur spécialité et ouvrent les postes nécessaires en CEBF pour s'assurer que chaque interne puisse obtenir l'un de ses vœux sans entraver la validation des maquettes.

Pour rappel, les choix de stage sont supposés être réalisés par spécialités et non par terrains de stage, ce qui n'interdit pas de flécher des stages vers d'autres spécialités que le DES principal concerné.

Un travail a été initié par les administrateurs de Lyon et de Nantes autour du cadrage du statut d'interne référent de spécialité, notamment pour essayer de dégager du temps dédié aux missions propres à ce poste.

Pour rappel, l'ouverture de postes supplémentaires est obligatoire pour chaque promotion de chaque DES (108% des postes nécessaires au minimum) sauf dérogation demandée par les internes de la spécialité ou par les organisations représentatives. Il s'agit de l'inadéquation.

De même, les textes réglementaires encadrant l'accès au droit au remord pour les internes issus de la réforme du second cycle ne sont pas encore publiés, les ARS interdisent donc tout droit au remord dans l'attente.

## Collège de spécialités

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 avril dernier, un débat s'est porté autour de la dynamisation du Collège de spécialités et de la place de ses référents. Jusqu'en 2023, les réunions du Collège de spécialités se tenaient durant les Assemblées Générales présentiels. Ce fonctionnement a été abandonné devant le cumul de mandats important entre la présidence des associations locales et celle des associations de spécialités, rendant impossible la tenue de ces réunions en parallèle de temps de débats. Depuis, les interactions entre l'Assemblée Générale et le Collège de spécialités s'amoinissent. Même si les membres des associations de spécialités sont conviés aux Assemblées Générales et disposent

---

**InterSyndicale Nationale des Internes**

12 rue Cabanis - 75014 Paris

Téléphone : 06 50 67 39 32 (Présidence)

Site : <https://isni.fr/> | Adresse mail commune : [contact@isni.fr](mailto:contact@isni.fr)

Réseaux sociaux : Facebook | Twitter | Instagram | LinkedIn | Youtube

d'un droit de parole, il peut être intéressant d'insister dans les communications et inscriptions sur ce droit.

Malgré une précision dans la réforme statutaire récente, le mode de nomination des référents du Collège de spécialités reste peu cadré. La légitimité de leur présence en réunion de bureau du Bureau National alors qu'aucun administrateur ne possède ce droit pose également question au sein de l'Assemblée Générale.

## 4e année du DES de médecine générale

La première réunion du comité de suivi de mise en place de la quatrième année de médecine générale a eu lieu la semaine passée, avec un rappel des annonces déjà connues précédemment :

- le Docteur Junior ambulatoire sera rémunéré par son CHU d'origine avec une part fixe de 2374,62€ bruts et une part variable dépendante du nombre de consultations mensuelles effectuées (200€ bruts pour 200-350 consultations, 500€ au-delà). Une prime de 1000€ est prévue pour les internes en stage en ZIP. Les primes logement et transport sont maintenues.
- le Docteur Junior ambulatoire assurera la permanence des soins ambulatoires sur la base du volontariat, avec une rémunération indépendante.
- le Maître de stage universitaire sera rémunéré avec une part fixe composée de 600€ d'indemnité pédagogique et 1200€ d'indemnité des charges supplémentaires, ainsi que d'une part variable composée de 400€ en cas de supervision de la permanence des soins et 800€ supplémentaires en cas d'encadrement dans une ZIP.

Les textes encadrant la mise en place de cette réforme devraient être publiés avant l'été.

Des inquiétudes ont été exprimées quant à la rémunération des maîtres de stage universitaires, estimée trop faible pour que l'attractivité permette un recrutement suffisant d'ici la mise en place prévue en novembre 2026. Dans l'éventualité où le nombre de terrains de stages ambulatoires nécessaire n'est pas disponible, les Docteurs Juniors restant effectueront probablement leur stage à l'hôpital, soulevant le débat du manque de formation à la pédagogie des chefs hospitaliers.

La part variable de la rémunération du Docteur Junior ambulatoire semble également insuffisante une fois rapportée au nombre de consultations effectuées, ne compensant pas la perte de la prime d'autonomie supervisée.

Enfin, la question des stages couplés "gynécologie/pédiatrie" a de nouveau été abordée et notamment pour la région Île-de-France avec une dérogation souhaitée par l'ARS Île-De-France pour réaliser des stages complets de mère-enfant.

Les choix de stage des Docteurs Juniors ambulatoires seraient réalisés selon le même modèle que les Docteurs Juniors d'autres spécialités, à savoir un "matching" entre les souhaits de l'étudiants et ceux des maîtres de stage. Ce mode de fonctionnement semble difficilement applicable à des promotions de grande ampleur comme c'est souvent le cas pour la médecine générale.

Le comité de suivi se poursuivra à raison d'une réunion mensuelle.

## Temps de travail

Des modifications ont été demandées concernant les décrets de février 2015 et février 2023 relatifs au temps de travail des internes, notamment :

- actuellement, le président de la structure représentant les internes à l'échelle locale n'a pas le pouvoir de prévenir le DG de l'ARS dans le cadre du non respect du temps de travail des internes en stage dans un hôpital périphérique, seuls les représentants des internes en Commission Médicale d'Établissement et les internes nommés en Commission Régionale Paritaire ont ce pouvoir.
- les internes nommés en Commission Régionale Paritaire sont renouvelés tous les 4 ans, une part non négligeable n'est donc plus interne sur la fin de son mandat. Et peu d'internes sont au courant de cette commission.
- la marche à suivre en cas de problématique liée au temps de travail des internes prévoit actuellement un délai de 10 mois entre le premier signalement et l'aboutissement à une sanction, mettant potentiellement en danger les internes affectés sur ce terrain de stage pendant plus d'un semestre.
- les sanctions financières applicables envers les centres hospitaliers en cas de non-respect du temps de travail ne sont pas précisées dans les textes.

Ainsi nous avons demandé que les présidents de syndicat locaux ou nationaux puissent saisir le DG d'ARS, nous avons demandé à être mis au courant des prochaines nominations en commission régionale paritaire. Nous avons demandé à raccourcir le délai de 10 mois et d'avoir le résultat de l'enquête menée par la DGOS sur les pénalités en cas de non-respect de la législation relative au temps de travail.

Plusieurs subdivisions font état de difficultés à motiver leurs internes à décompter leur temps de travail en heures et à respecter le maximum légal hebdomadaire de 48h, notamment parmi les internes de chirurgie. Une campagne de communication et d'éducation est proposée pour sensibiliser les internes au fait que travailler plus ne signifie pas travailler mieux, et qu'en l'absence de preuve écrite que les internes sont contraints de dépasser le maximum légal, la responsabilité pénale de leurs potentielles erreurs ne sera pas imputée au service.

Concernant les recours de l'ISNI, ISNAR-IMG et FNSIP-BM à l'encontre des CHU de France, le CHU de Poitiers a été condamné à mettre en place un système de décompte conforme à la loi dans un délai de 3 mois, ainsi qu'à une amende. Le CHU a donc mis en place un système de décompte horaire par badgeage des heures supplémentaires, imparfait pour cause d'un nombre insuffisant de badgeuses.

Une fois un système de décompte effectif du temps de travail en heures appliqué, les dépassements de temps de travail constatés doivent être remontés à l'ARS par les internes élus en Commission Médicale d'Établissement et en Commission Régionale Paritaire.

## Indemnités de transport

Le montant de l'indemnité forfaitaire de transport mensuelle pour les internes qui accomplissent un stage en ambulatoire est actuellement fixé par l'arrêté du 4 mars 2014 à 130 euros brut. L'arrêté n'a jamais été révisé depuis, et ce malgré la hausse du prix du carburant de 38% et l'augmentation du prix des billets de trains de 15%.

---

**InterSyndicale Nationale des Internes**

12 rue Cabanis - 75014 Paris

Téléphone : 06 50 67 39 32 (Présidence)

Site : <https://isni.fr/> | Adresse mail commune : [contact@isni.fr](mailto:contact@isni.fr)

Réseaux sociaux : Facebook | Twitter | Instagram | LinkedIn | Youtube

Des motions précédemment approuvées par l'Assemblée Générale défendent déjà cette revalorisation auprès des instances ministérielles proportionnellement à l'inflation, ainsi qu'un élargissement de cette indemnité à l'ensemble des stages d'internat ambulatoire ou non. Si le sujet a été abordé avec la Direction Générale de l'Offre de Soins, aucune suite ne semble avoir été donnée à ce jour.

Il est effectivement indispensable de revaloriser cette indemnité forfaitaire, en particulier dans le contexte actuel de politique incitative visant à renforcer l'attractivité des territoires en tension.

### Frais relatifs à la formation

Plusieurs subdivisions font état d'une insuffisance de formation initiale dans plusieurs DES avec parfois une obligation pour les internes de se déplacer dans d'autres villes sans prise en charge des frais de transport et/ou d'hébergement, et ce malgré l'acquittement de frais d'inscriptions dans la faculté de rattachement de chaque interne.

Les motions précédemment approuvées par l'Assemblée Générale sur le sujet demandent notamment la prise en charge des frais d'inscription à la faculté par les centres hospitaliers où l'interne effectue ses stages, l'exonération de la CVEC pour les internes en l'absence de retours de cette cotisation accessibles aux internes, le remboursement par les facultés de l'ensemble des frais engagés pour la formation initiale des internes, ainsi que la gratuité des Diplômes Universitaires en cas de manquement établi de formation initiale dans la spécialité au local. Ces revendications ont pu être abordées avec les organismes concernés sans avancée à ce jour.

### Campagne de communication Ogilvy

Certains administrateurs expriment des réserves sur la campagne de communication menée en collaboration avec Ogilvy, la trouvant peu impactante et très caricaturale, survolant brièvement mais tardivement les réelles revendications des internes de France, et incluant une scène difficilement compréhensible abordant rapidement la PPL Garot.

Le public cible et l'objectif de la vidéo sont questionnés, bien que les retours de l'opinion publique sur les réseaux sociaux soient plutôt favorables.

Le timing de sortie de cette campagne de communication étant contraint par l'examen à l'Assemblée Nationale de la PPL Garot, les extraits ciblés seront publiés ultérieurement.

### Revalorisation des astreintes

Pour rappel, la rémunération des gardes d'internes a été doublée en 2021 suite au SEGUR de la santé, ce qui n'est pas le cas des astreintes à ce jour.

Les syndicats chefs et seniors ont acté un mouvement de grève depuis le 1er mai ayant pour principale revendication la revalorisation de la rémunération des astreintes. Suite à ce mouvement, la rémunération des astreintes seniors sera revalorisée à hauteur de 50%, et le modèle de rémunération des astreintes seniors sera amené à évoluer vers une prise en compte de la pénibilité de chaque ligne d'astreinte.

---

**InterSyndicale Nationale des Internes**

12 rue Cabanis - 75014 Paris

Téléphone : 06 50 67 39 32 (Présidence)

Site : <https://isni.fr/> | Adresse mail commune : [contact@isni.fr](mailto:contact@isni.fr)

Réseaux sociaux : Facebook | Twitter | Instagram | LinkedIn | Youtube

Les discussions avec la DGOS vont dans le sens d'une revalorisation des astreintes d'internes (aussi bien le forfait de base que l'indemnité de déplacement), se pose encore la question de la prise en compte ou non de la pénibilité des lignes d'astreintes.

### Contraintes à l'installation

Pour rappel, la proposition de loi Garot a été adoptée à l'Assemblée Nationale ce mercredi 7 mai à plus de 23h avec 99 voix pour et 9 voix contre sur 577 députés. L'article 1 de cette proposition de loi instaure une limitation de l'installation des médecins dans les zones géographiques considérées comme normo-dotées ou sur-dotées pour la spécialité concernée, et ce quelque soit le mode d'exercice. L'article 4 quant à lui instaure une obligation de participation à la permanence des soins pour tous les médecins quelque soit leur mode d'exercice également.

Une précédente mobilisation nationale intersyndicale avait été menée en amont de l'examen de cette proposition de loi sous forme d'une grève illimitée des internes et des séniors depuis le 28 avril (15.000 internes grévistes selon nos dernières données) ainsi que d'une mobilisation nationale sur Paris le 29 avril (5.000 personnes mobilisées). Le mouvement de grève s'est depuis largement amoindri en lien avec le changement de semestre et donc de terrain de stage.

Dans la même temporalité, la proposition de loi Mouiller déposée au Sénat sera examinée courant de semaine prochaine. Celle-ci instaure également une forme de régulation à l'installation sous forme d'un engagement à exercer en zone sous-dotée 2 journées par mois pour tout médecin souhaitant s'installer en zone normo- ou sur-dotée. Cette mesure se rapproche de celle proposée par le plan Bayrou, instaurant une incitation à exercer 2 journées par mois en zone sous-dotée pour tout médecin sur la base du volontariat, il n'est donc pas exclu que des amendements y soient apportés pour faire correspondre cette proposition à celle du gouvernement. Le gouvernement a d'ailleurs activé la procédure accélérée pour l'examen de cette proposition.

Les sondages récents montrent que jusqu'à 90% de la population française est favorable à une forme d'encadrement de l'installation des médecins, l'opinion publique n'est donc pas du côté du corps médical ce qui nécessite de continuer à axer les futures communications sur la vulgarisation de la problématique d'accès aux soins. Le rapprochement des associations d'usagers du système de santé peut permettre d'ouvrir la discussion aux patients.

A ce jour, le préavis de grève illimité déposé en intersyndicale est toujours actif. Si une nouvelle mobilisation semble trop précoce et s'annonce difficile pour mobiliser à même échelle les internes, il semble pertinent de poursuivre la grève et conserver ce préavis pour relancer le mouvement si nécessaire.

Fait à Strasbourg, le 11 mai 2025

**Killian L'HELGOUARC'H**

Président



**Jérémie LESPINASSE**

Secrétaire Général



---

**InterSyndicale Nationale des Internes**

12 rue Cabanis - 75014 Paris

Téléphone : 06 50 67 39 32 (Présidence)

Site : <https://isni.fr/> | Adresse mail commune : [contact@isni.fr](mailto:contact@isni.fr)

Réseaux sociaux : Facebook | Twitter | Instagram | LinkedIn | Youtube